

OPINION ÉDUCATION QUEL AVENIR POUR LA RECHERCHE UNIVERSITAIRE ?

*C'est la recherche de pointe qui accouche des progrès
économiques dont les politiciens s'attribuent le mérite*

PIERRE BISSONNETTE.PHD,
AGENT DE RECHERCHE,
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

L'essentiel du soutien financier des laboratoires de recherche universitaires provient de subventions fédérales. Mais aujourd'hui, décrocher son financement tient plus de la loterie que du seul talent.

Pour l'image, mentionnons simplement que les fonds de recherche sont renouvelables tous les 3 ou 5 ans, et que les chances d'obtenir un tel financement ne sont que d'une sur sept. Une réponse négative peut dès lors signifier la mort de l'équipe en place. Au Québec seulement, ce sont plus de 6000 emplois hautement spécialisés qui sont ainsi menacés de disparaître de façon récurrente, à chaque tentative de renouvellement de financement.

Pour comprendre l'impact d'un tel système, mentionnons que 50 % des emplois en recherche universitaire sont perdus en moins de 5 ans et qu'ils sont les seuls à ne pas avoir accès à un poste permanent au sein de leur établissement. Qui plus est, avec un salaire moyen

avoisinant 70 % celui de leurs vis-à-vis sur fonds courants, il est clair que la situation de ces employés est peu reluisante. Nous devons être conscients que ces pertes d'emplois représentent une perte nette d'expertise, de savoir-faire et de compétences sacrifiées à même tous ces projets de recherche par manque de continuité. Pour l'avenir économique du pays, il est essentiel de sécuriser tant les projets de recherche que les emplois qui en découlent.

Le printemps étudiant de 2012 aura permis un rare consensus auprès de la société civile du Québec en statuant sur la nécessité d'une recherche universitaire vigoureuse et libre.

L'arrimage entre la recherche universitaire et le développement social et économique est devenu indéniable ; une société soucieuse de sa compétitivité ne peut se passer de l'apport vital que cette recherche lui confère. Sur ce point, tous s'entendent, mais au-delà du constat, il y a l'argent.

On évalue à 3 % du PIB les besoins financiers des pays industrialisés en matière de recherche et développement. Certains pays s'en rapprochent, tels les États-Unis avec 2,8 %, alors que d'autres saisissent l'occasion en haussant ce ratio à plus de 4 %, tels le Japon et Israël. Le Canada, avec 1,7 % de son PIB, fait ici figure de cancre tant au sein du G7 (6e) que de l'OCDE (17e). Soyons clairs : il s'agit bien d'un choix idéologique de la part des gouvernements passés comme présent. C'est un manque de vision qui mine dangereusement les acquis et met en péril les équipes en place, qui peinent à assurer leurs besoins ; le traitement des milliers de scientifiques fédéraux sacrifiés au cours des dernières années suffit pour s'en convaincre.

Malheureusement, en temps d'élection, la recherche universitaire n'allume pas les passions et ne permet pas de faire le plein de votes. Ne retenez donc pas votre souffle : il n'y aura probablement aucune annonce notable sur le sujet au cours de la présente campagne. Et pourtant, c'est ironiquement à même les fruits de cette recherche que l'industrie se targue, elle, de générer cette précieuse valeur commerciale tangible, comptabilisable et quantifiable. Celle qui, finalement, se traduira en vote pour un gouvernement en quête d'un nouveau mandat. La courte vue dont sont affligés nos gouvernements

successifs n'est que le fruit d'un opportunisme navrant qui met à mal la santé économique et sociale des générations à venir.

Ce texte provenant de La Presse+ est une copie en format web.
Consultez-le gratuitement en version interactive dans l'application
La Presse+.